



2024 – 99
ARRETE MUNICIPAL
Occupation du domaine public

Le Maire de la Commune de Fauville-en-Caux

VU le code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1 et suivants, L1311-1 à 1311-8 ; L2122-21 et L2213-6,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2121-1, L2122-1 et suivants, L2125-1 et suivants,

VU le Code de la voirie routière,

VU l'article 610-5 du code pénal,

Vu la demande de l'entreprise de **M. François FAURE, de la société OUTILLAGE DE ST ETIENNE – Parc des Essarts – BP 20086 – 42162 ANDREZIEUX BOUTHEON Cédex**, sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public aux fins de **stationner un camion de vente d'outillage** le vendredi 21 juin 2024,

CONSIDERANT qu'il convient de règlementer les occupations du domaine public qui dérogent à son utilisation normale,

ARRETE

ARTICLE 1er : La société OUTILLAGE ST ETIENNE est autorisée à stationner un camion de vente d'outillage, **Place Gaston Sanson, face à la Station essence du magasin Carrefour Contact, le long des arbres sur 16 mètres, le vendredi 21 juin 2024 de 8h00 à 14h00**, à titre gracieux.

ARTICLE 2 : **Le vendredi 21 juin 2024 à partir de 8h00, le stationnement de tous véhicules sera interdit au droit et le temps de l'occupation.** Les véhicules en infraction seront susceptibles d'être enlevés pour une mise en fourrière, aux frais du propriétaire. La mise en place de l'interdiction de stationner sera assurée par les services techniques de la commune de Terres-de-Caux.

ARTICLE 3 : Le bénéficiaire s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'aux activités autorisées et à garantir la Commune de Terres-de-Caux contre tous recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accidents ou dommages causés par les personnes ci-dessus visées au premier alinéa.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du maire de Terres-de-Caux. Un recours peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours administratif par le maire, s'il a été formé dans le délai du recours contentieux.

ARTICLE 5 : Monsieur le Maire, Le Chef de la brigade de gendarmerie de Terres-de-Caux, le Chef de la police municipale intercommunale, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Terres-de-Caux, le 4 juin 2024.

Bruno DELACROIX,
Maire de Fauville-en-Caux

